

# Le contrôle de l'exécution des lois de finances



## Contrôles administratifs

### Contrôle par les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels

#### • Contrôle budgétaire :

Lors de l'élaboration du programme budgétaire : il s'agit d'un prévisionnel établi annuellement par le ministère, pour prévoir l'utilisation des crédits au cours de l'exercice budgétaire :

-En amont pour vérifier la sincérité des prévisions de dépenses et d'emplois : il s'assure de leur compatibilité avec les objectifs de maîtrise de la dépense publique ou constitue, le cas échéant une réserve de crédits ;

-Son visa du programme conditionne la mise à disposition des crédits autorisés.

-Dans l'élaboration de certains projets de modification, en cours d'exécution du budget : il appose le visa des projets de modification des crédits qui induisent une diminution de la réserve, donne un avis préalable pour les projets de diminution des crédits de dépenses de personnel et les demandes de nouveaux crédits.

-Dans l'élaboration des actes d'engagement et d'ordonnancement : son visa est obligatoire pour certains actes et son avis préalable est non contraignants pour d'autres.

#### • Contrôle comptable :

Contrôler la régularité des ordres de dépenses et de recettes de l'ordonnateur principal.





## Contrôle par l'Inspection Générale des Finances

L'IFG est un service d'inspection interministériel qui est rattachée au Ministère de l'Economie et des Finances.

### Compétences :

- Contrôle l'ensemble des comptables publics en vue de s'assurer de la régularité, de l'efficacité et de l'efficience de l'activité des services.
- Contrôle les organismes qui manient des deniers publics, sur pièces et sur place.
- Contrôle les ordonnateurs secondaires de l'État.
- Propose des réformes, en vue de résoudre les anomalies constatées, évalue l'efficacité des entités.



Contrôles administratifs complétés par des contrôles juridictionnels de la Cour des comptes, de la chambre régionale et territoriale des comptes et de la cour de discipline budgétaire et financière



## Contrôles juridictionnels

### Contrôle par la Cour des comptes

#### Contrôle juridictionnel

- La Cour est composée de magistrats du siège inamovibles et de magistrats du Parquet sous l'autorité d'un procureur général qui sont chargés de veiller au respect de la légalité et produisent des réquisitions et des conclusions.

- Pour exercer son contrôle, la Cour reçoit annuellement les comptes des comptables principaux et des comptables de fait et confie chaque compte à un rapporteur et à un contre-rapporteur, qui transmettent leur rapport au procureur général, qui formule ses conclusions, avant que la chambre ne délibère au vu de l'ensemble des pièces du dossier.

- La procédure devant la Cour est écrite, inquisitoire, contradictoire, et publique.

- Les décisions sont des ordonnances de décharge (aucune charge contre le comptable public), des arrêts de décharge (comptabilité régulière), des arrêts de débet (irrégularité en déficit de caisse).

- Les voies de recours :  
Le recours en révision (pièces nouvelles) ou le recours en cassation.

#### Le contrôle indirect des ordonnateurs

Trois procédures pour informer les autorités compétentes des irrégularités imputables aux ordonnateurs qui ont été constatées lors du contrôle des comptes :

1. Le référé, réservé aux fautes les plus graves
2. Les communications du procureur général, réservées aux irrégularités purement juridiques
3. Les lettres du président de chambre, qui attirent l'attention du chef de service sur des irrégularités mineures.

#### L'assistance au Parlement et au gouvernement

Les parlementaires peuvent demander à la Cour des enquêtes particulières, dont les résultats doivent être communiqués dans les 8 mois.

- Au moment du dépôt du projet de loi de règlement, la Cour produit un rapport qui analyse les modalités d'exécution de la loi de finances de l'année précédente et qui contient une certification de la régularité, de la sincérité et de la fidélité des comptes de l'Etat, le cas échéant assortie de réserves.



## Contrôle par les chambres régionales et territoriales des comptes

### Contrôle juridictionnel

Le fonctionnement des CRTC est calqué sur celui de la Cour des comptes, pour ce qui concerne sa composition et la procédure.

Les CRTC sont compétentes pour connaître des comptes des comptables publics locaux, qu'ils soient patents (réguliers) ou de fait.

Elles statuent par ordonnance (décharge et quitus) ou des jugements (décharge et débet).

### Contrôle administratif

#### • Le contrôle de la gestion

Examen de la gestion, vérification sur pièces et sur place de la régularité des recettes et dépenses décrites dans les comptabilités des organismes relevant de sa compétence. Elle s'assure de l'emploi régulier des crédits, fonds et valeurs.

L'examen de la gestion porte sur la régularité des actes de gestion, sur l'économie des moyens mis en œuvre et sur l'évaluation des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant. L'opportunité de ces objectifs ne peut faire l'objet d'observations.

Peut également assurer ces contrôles sur demande motivée, soit du représentant de l'État dans la région ou le département, soit de l'autorité territoriale.

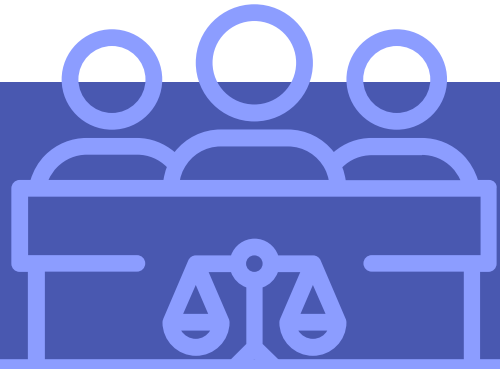
#### • Au moment du dépôt du projet

Contrôle de la régularité et qualité de la gestion des comptes des collectivités territoriales sur saisine du préfet :

- En présence d'un retard dans l'adoption du budget primitif de la commune
- En absence d'un équilibre réel du budget adopté
- En cas de défaut d'inscription d'une dépense obligatoire
- En présence d'un déficit d'au moins 5 ou 10 % des recettes







## Contrôle par la cour de discipline budgétaire et financière

- **Sont justiciables de la Cour :**

Les membres des cabinets ministériels, les fonctionnaires, les personnes liées à un organisme soumis au contrôle de la Cour des comptes, les ordonnateurs élus locaux (à titre exceptionnel)

- **Peuvent saisir la CBDF :**

Les présidents des assemblées parlementaires, le Premier ministre, le ministre chargé des finances, les ministres pour les faits reprochés à des agents sous leur autorité, la Cour des comptes et son parquet, les CRTC et les personnes créancières d'une personne morale de droit public.

- **Les infractions pour lesquelles la Cour est compétente :**

L'octroi d'avantages injustifiés, le non-respect d'une décision juridictionnelle, les infractions aux règles d'exécution des recettes, dépenses ou gestion des biens.

- **Les sanctions encourues correspondent au paiement d'une amende, dont le montant varie :**

Les personnes inculpées peuvent obtenir le classement de l'affaire si elles justifient d'un ordre écrit et signé d'une autorité supérieure. Celles-ci sont alors responsables, mais elles peuvent ne pas être justiciables de la Cour.

La CDBF statue en premier et dernier ressort.

- **Deux voies de recours existent :**

Le recours en révision et le recours en cassation

Juridiction administrative spécialisée, elle a pour mission de juger les ordonnateurs.

Elle est composée de magistrats de la Cour des comptes et de membres du Conseil d'État.

Le ministère public est assuré par le Procureur général près la Cour des comptes, assisté d'un avocat général.



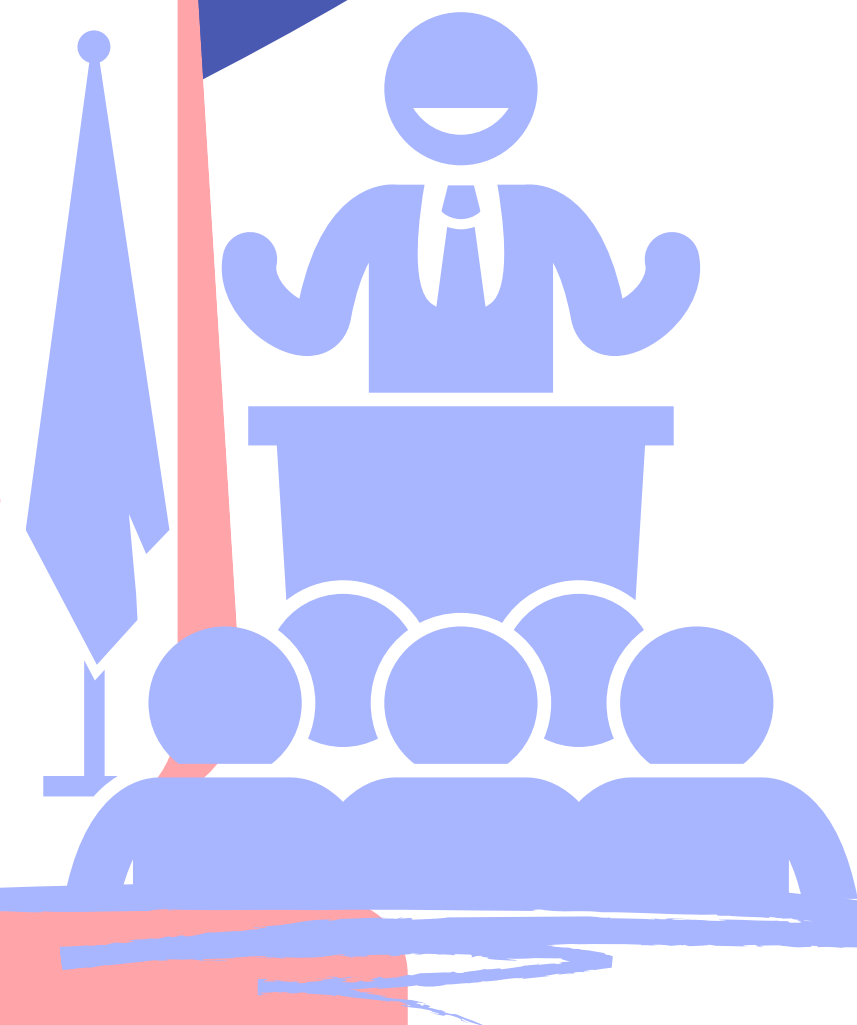
## Contrôle par la cour de discipline budgétaire et financière

### Commissions de finances

- **Le contrôle parlementaire est d'ordre politique**

Les commissions de finances suivent et contrôlent l'exécution des lois de finances.

Les membres compétents au sein de ces commissions se voient accorder des pouvoirs d'investigation importants (investigations sur pièces et sur place ; auditions ; droit de communication...).



- **Les commissions sont informées :**

De toute modification par le Gouvernement, en cours d'exécution, des crédits adoptés. Les décrets d'avance sont même soumis à l'avis de ces commissions.

De la situation budgétaire de l'État, et ce chaque semaine ; de la situation des dépenses par titre et par ministère, ainsi que des relevés des rentrées fiscales, et ce, chaque mois ; des dépenses engagées, et ce, tous les trois mois.

